

Déclaration

Algérie : une autre politique est possible

dimanche 17 avril 2011, par [PST \(Algérie\)](#) (Date de rédaction antérieure : 16 avril 2011).

Une autre politique est possible !

Bouteflika annonce une petite marche arrière sur son cours autoritaire. Les formidables mobilisations des étudiants et de la jeunesse, les grèves massives, les révoltes des précarisés et des chômeurs, nos luttes ont contraint Bouteflika à promettre de revenir sur sa politique anti-démocratique et peut être d'inverser la dérive monarchique des institutions.

Inquiété par les révolutions égyptienne et tunisienne, Bouteflika entreprend de défaire l'arsenal législatif de fermeture politique et le dispositif d'enfermement des libertés qu'il a, lui-même, mis en place durant ses deux premiers mandats (pénalisation du délit de presse, loi électorale scélérate de 2007) et le code communal en cours consacrant la tutelle du wali.

Mais il entend toujours régenter notre liberté d'expression, notre liberté de manifester, de créer un parti, un syndicat ou une association... alors que ces droits ne sont pas négociables ! Personne n'a demandé d'autorisation pour marcher ou pour organiser sa lutte.

Pire, il compte décider seul du projet de nouvelle constitution. Alors qu'en démocratie, il faudrait un débat national libre, avec accès aux médias pour toutes les opinions, et ensuite l'élection de représentants du peuple à la proportionnelle des positions exprimées pour une assemblée constituante chargée de transcrire dans la constitution, les aspirations des travailleuses et des travailleurs, de la jeunesse, celles de la majorité laborieuse du peuple.

Son autosatisfaction sur le plan économique et social est démentie par les milliers de luttes. Si cela va si bien, pourquoi toutes ces marches ?

Certes, il affirme ne pas avoir complètement capitulé devant les lobbys ultralibéraux, celui des affairistes importateurs, celui des barons du commerce informel, celui des monopoles privés de l'agroalimentaire. Certes, il maintient une réserve timide à l'agression impérialiste en Libye. Mais il maintient une politique de bas salaires, de précarité et de dépenses publiques massives au profit des multinationales pendant que l'on démantèle les capacités algériennes de production et de réalisation. Son repentir sur ce terrain s'exprime par la politique protectionniste en œuvre depuis plusieurs années qui fait la part belle aux partenaires étrangers et aux capitalistes locaux alors qu'il faut abolir ce choix libéral qui développe la dépendance et qui étend la précarité sociale. Nous pensons qu'il faut restituer au peuple les biens publics que Bouteflika a bradés et qu'il faut nationaliser ou renationaliser les secteurs stratégiques et les services publics essentiels.

Mais c'est aux travailleurs, c'est aux masses populaires qu'il appartient de conduire une autre

politique qui constituerait un vrai changement. Et c'est possible.

Car si Bouteflika compte nous restituer les libertés dans l'état où il les a trouvées en 99, nous voulons plus. Nous voulons une vraie démocratie qui permette l'expression et la souveraineté de la majorité travailleuse et démunie de notre peuple.

Si Bouteflika entreprend des réformes protectionnistes pour corriger les dégâts de son cours ultra-libéral, nous voulons une vraie politique de développement national au service des besoins du peuple, un développement qui crée de vrais emplois décents.

Changer le gouvernement, l'assemblée, le président, c'est nécessaire, ça ne nous suffit pas. Nous voulons un autre ordre social qui bannisse l'exploitation et l'oppression.

Alger, le 16 avril 2011

Chawki Salhi
SG du PST

P.-S.

* PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS
PST 27 Boulevard Zirout Youcef, Alger.
Email pst_dz yahoo.fr
Siteweb : www.pst-dz.org